

MALI: Pastoralisme – entre résilience et survie



Photo: Anna Jefferys/IRIN

Les pasteurs indiquent que 30 pour cent des animaux sont morts dans le Nord au cours de cette année

MOPTI/BAMAKO, 5 August 2012 (IRIN) - Des centaines de pasteurs originaires de la région de Mopti, dans le centre du Mali, sont pris entre les plaines inondables du Sud et les islamistes et rebelles qui occupent le Nord. Habités aux périodes de sécheresse qui se succèdent dans le Sahel, bon nombre d'entre eux s'inquiètent toutefois de ne pas recevoir davantage de nourriture pour leur bétail et de n'avoir qu'un accès très limité aux pâturages. Ces pasteurs craignent de ne pas pouvoir maintenir leurs moyens de subsistance et conserver leur mode de vie.

« Tout le monde est touché – c'est la fin », a dit à IRIN Ibrahim Koita, directeur de la Société de l'aide sociale de la région de Mopti, depuis la capitale Bamako. M. Koita tente de faire pression sur les bailleurs de fonds pour qu'ils renforcent l'aide.

Les pasteurs pensent que le gouvernement et les agences d'aide humanitaire les ont oubliés, car ils ne fournissent pas l'aide, notamment la nourriture et l'eau pour le bétail, dont ils ont un besoin urgent. L'Organisation des Nations Unies et l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que le bétail

contribue pour 41 pour cent au budget annuel du Mali.

Après les récoltes médiocres de 2011, la plupart des pasteurs ont manqué de fourrage : ils dépendaient donc essentiellement des pâturages ou d'aliments pour le bétail de plus en plus onéreux – le prix du sac de 50 kg de fourrage est passé de 7 500 francs CFA (14 dollar) à 10 000 francs CFA (18 dollars) – alors que les prix du bétail enregistraient une forte baisse et que bon nombre d'éleveurs désespérés essayaient de vendre leurs bêtes avant qu'elles ne meurent de faim.

« Rien ne pourra sauver les animaux », a dit Soulaylla Dicko, un chef de l'ethnie Peul responsable d'une association pastoraliste de Thioki, à Tombouctou. « Nous ne pouvons ignorer les pasteurs plus longtemps – le gouvernement doit intervenir ».

Certaines régions voient les troupeaux se réduire d'année en année. Autrefois, les pasteurs les plus riches avaient jusqu'à 500 têtes de bétail. Aujourd'hui, ils en ont 40 en moyenne, et un pasteur sur quatre n'a que trois ou quatre animaux, a dit Marc Chapon, coordinateur national des projets de l'organisation non gouvernementale (ONG) Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) au Mali. « C'est dérisoire ».

René Alphonse, président de la Fédération des groupements interprofessionnels de la filière Bétail Viande du Mali (FEBEVIM), estime que 30 pour cent du bétail est mort dans le Nord. Ces pertes s'ajoutent aux nombreuses morts intervenues pendant [la sécheresse de 2009 - 2010](#).

Enlèvement

Les pasteurs des régions de l'Adara, de l'Azawad, de Tiilenis et du Gourma dans le nord du pays rejoignent généralement le sud du Mali, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire ou le Togo pour trouver des pâturages avant la saison des pluies, qui s'étend de juin à octobre. Lorsque les pluies arrivent, ils repartent vers le Nord pour éviter la région inondable du Delta intérieur du Niger, et s'éloignent des terres agricoles pour retrouver des pâturages frais.

Selon les agences d'aide humanitaire, ces déplacements ont débuté en janvier, soit avec six mois d'avance, en raison de la pénurie de pâturages. Mais, à la fin du mois de juillet, la pénurie subsistait dans le nord du pays.

Après la mainmise des islamistes sur le Nord, beaucoup de pasteurs sont restés dans la région du Delta intérieur du Niger : ils ne peuvent pas franchir le fleuve Niger au sud, car leurs animaux sont trop faibles, et repartir vers le Nord est trop dangereux. M. Alphonse indique qu'environ 75 pour cent des pasteurs de la région de Mopti sont affectés par cette situation.

Bon nombre de pasteurs ont peur de rejoindre le Nord. Les pasteurs déplacés de Gao et Tombouctou ont dit à IRIN que le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et Ansar Dine, des djihadistes qui veulent imposer la charia, ne sont pas comparés aux animaux les plus vaillants, ont tranché la gorge des autres animaux et ont tué les pasteurs qui

s'interposaient.

« Vous le [l'animal] donnez ou ils vous tuent », a dit Ansigue Moussa Ouologuem, le directeur de l'Association malienne pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane (APESS) de la ville de Mopti. « Le MNLA, Ansar Dine, le MUJAO [Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest] – ce sont tous les mêmes. Des criminels ».

Beaucoup d'animaux sont trop faibles pour rejoindre le plus grand marché au bétail de la région, situé à 140 km au nord de Tombouctou. « Ils ne survivront pas au trajet », a dit M. Chapon, et s'ils y arrivent, « ils sont tellement maigres que personne n'en veut ».

Les animaux qui sont dans la région inondable du Delta intérieur du Niger risquent également de mourir en cas d'inondations. Chaque année, l'AVSF récupère les milliers de carcasses des animaux qui étaient trop faibles pour s'éloigner des lacs et des plaines inondables de la région du delta du Mali. En 2005 – 2006, les membres de l'AVSF ont trouvé 14 000 cadavres d'animaux venant de Gounam à proximité de la rivière de Tombouctou, a dit M. Chapon, ajoutant que l'AVSF allait envoyer des équipes dans la région pour récupérer les cadavres cette année.

Plus les animaux s'affaiblissent, plus leur prix de vente diminue. Selon un bailleur de fonds, le prix d'une chèvre peut atteindre 1 000 francs CFA (1,80 dollars) sur le marché de Bourem, situé dans la région de Gao, mais M. Chapon a indiqué que le prix de vente ne dépasserait pas 12 000 francs CFA (22 dollars) contre 25 000 francs CFA (46 dollars) en temps normal.

L'ONG Oxfam souligne que les termes de l'échange du bétail et des céréales ont augmenté d'au moins 50 pour cent dans les régions du nord du pays – un sac de 50 kg de millet s'échange contre deux chèvres au lieu d'une auparavant.

Affrontements

Les tensions s'intensifient entre les groupes de pasteurs et entre les pasteurs et les fermiers, ont dit plusieurs personnes à IRIN. M. Ouologuem, le directeur de l'APESS Mali, indique qu'environ 48 personnes ont trouvé la mort près de Diengourou, une ville située à l'est de la région de Mopti. La plupart d'entre elles appartenaient à l'ethnie Peul et ont été attaquées par des fermiers Dogon qui ont indiqué qu'elles s'étaient installées sur leurs terres. « Les affrontements sont permanents », a-t-il dit à IRIN.

Le ministre malien de l'Agriculture, Moussa Sidibé, a dit à IRIN : « Nous devons trouver d'autres routes pour les pasteurs présents dans le Delta intérieur [...] Les tensions vont s'intensifier en octobre [à la fin de la saison des pluies] s'ils ne sont pas partis ». Il a indiqué que son ministère allait prochainement organiser une réunion qui permettra aux pasteurs et aux fermiers de la région d'évoquer le problème.

Certains pasteurs ont fui le conflit et se sont installés dans des pays voisins, comme la Mauritanie à l'ouest (environ 61 000), le Niger à l'est (38 200) et le Burkina Faso au sud (56 000), selon les rapports du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). Les agences d'aide humanitaire ont donc eu du mal à adapter leurs réponses aux besoins des animaux.

D'autres éleveurs ont fui vers d'autres villes et communes où ils mendient pour survivre. « Les pasteurs arrivent dans les villes comme Ségou et Bamako et mendient, commettent des crimes – telle est la situation aujourd'hui », a dit M. Alphonse.

L'aide arrive « trop tard »

Les gardiens de troupeaux ont désespérément besoin de nourriture et d'eau pour leurs animaux, mais la quantité de fourrage distribuée suite à la sécheresse de cette année a été très insuffisante, ont indiqué l'AVSF, l'APESS et la FEBEVIM. La France, la Belgique, la Suisse, les Pays-Bas et l'Union européenne ont financé les aides destinées au bétail, mais ont donné priorité à la santé plutôt qu'à la nourriture.

« Les partenaires ont donné de l'argent pour les vaccinations et les médicaments antiparasites destinés aux animaux, mais ils ont distribué très peu de nourriture », a dit M. Chapon. « C'est trop tard maintenant [...] Les besoins n'ont pas été correctement anticipés ».

Cette situation est notamment liée aux difficultés entraînées par le transport du fourrage vers le nord du Mali dans les conditions de sécurité actuelles, a dit Maguette Ndiaye, responsable des opérations d'urgence pour la FAO au Mali. Les actions de l'organisation, qui cible les milliers de pasteurs les plus vulnérables dans le Nord, se sont déplacées à Koulikoro, dans l'ouest du pays, en raison de l'insécurité.

Le gouvernement malien a également indiqué qu'il essaierait de distribuer du fourrage, mais « quasiment rien n'a été reçu », a dit M. Chapon. « Je pense qu'ils n'ont pas pris la mesure du problème ».

La capacité du gouvernement est faible. Le ministre de l'Agriculture, Moussa Sidibé, a dit à IRIN que le gouvernement avait alloué un million de francs CFA (1 800 dollars) à l'aide destinée au bétail, mais que le programme avait « pris du retard » en raison de la crise politique dans le Nord. « Nous souhaiterions distribuer des aliments pour le bétail, mais nous n'en avons pas les moyens », a-t-il dit à IRIN.

Les agences d'aide humanitaire font leur possible pour sauver le bétail dans le Nord. Le Comité international de la Croix-Rouge (CIR), l'AVSF- avec le soutien partiel de la FAO – et la Fondation internationale pour un autre développement

(FIDAP) ont vacciné des millions d'animaux.

Le CICR a également approfondi plusieurs puits, distribué 500 tonnes de fourrage, et procède désormais au déstockage, un mécanisme d'adaptation d'urgence mal compris et souvent négligé par les bailleurs de fonds, selon l'AVSF.

Les activités qui nécessitent un soutien à moyen terme incluent la reconstitution des stocks après une crise et la création de plusieurs points d'eau sur les routes de transhumance empruntées par le bétail pour trouver des pâturages au fil des saisons. M. Alphonse de la FEBIVEM a montré à IRIN une photo d'une vache morte dans un champ d'herbe. « Cet animal a mangé, mais n'a pas bu », a-t-il dit, expliquant le cruel paradoxe auquel des milliers d'animaux sont confrontés.

Pas de financement pour la résilience

Les bailleurs de fonds donnent toujours la priorité aux distributions de produits alimentaires pour les hommes, mais « les gens vivent de l'élevage [...] ils s'occuperont de la santé de leurs animaux avant de penser à nourrir leur famille, car cela leur permettra de survivre plus longtemps, ils auront du lait et pourront acheter des céréales », a indiqué M. Chapon.

« Les gens aiment parler de résilience – eh bien cette action [venir en aide à leurs animaux] favorise la résilience dans sa forme la plus pure », a-t-il dit.

Ce raisonnement est celui des universitaires depuis des décennies, mais il a été assez peu soutenu. Mme Tjoelker, responsable des programmes de l'ambassade des Pays-Bas, a reconnu que les bailleurs de fonds privilégiaient la distribution de produits alimentaires destinés aux hommes. « Dans les situations d'urgence, les agences d'aide humanitaire s'occupent d'abord des populations – ces besoins sont prioritaires », a-t-elle dit.

Mais alors que les besoins augmentent en matière d'aide, les financements des projets relatifs au bétail ont été revus à la baisse par les bailleurs de fonds : ceux-ci souhaitent sanctionner les soldats maliens qui se sont mutinés et qui ont [chassé le Président du pouvoir](#), mettant ainsi en péril la fragile démocratie malienne.

Les projets affectés par cette décision incluent une initiative de l'USAID [Agence des États-Unis pour le développement international] : celle-ci vise à améliorer la recherche publique sur les besoins alimentaires du bétail, les effets du changement climatique sur les prix du bétail dans le Nord, la surveillance des niveaux d'eau ainsi que la distribution de coupons alimentaires pour les animaux et les programmes de formation vétérinaire.

Si les bailleurs de fonds et le gouvernement ne donnent pas la priorité aux pasteurs, le Mali pourrait perdre sa place parmi les trois premiers producteurs de bétail de la région (le Burkina Faso et le Nigéria sont les deux autres pays), a dit un spécialiste du bétail. « Cela pourrait avoir des répercussions catastrophiques sur l'aide fournie aux pasteurs pour sortir de la crise cette année ».

aj/he-

Theme(s): [Economy](#), [Environment](#), [Food Security](#), [Governance](#), [Water & Sanitation](#),

[This report does not necessarily reflect the views of the United Nations]



[Feedback](#) | [Terms & Conditions](#) | [News Feeds](#) | [About IRIN](#) | [Jobs](#) | [Donors](#)

Copyright © IRIN 2012. All rights reserved. This material comes to you via IRIN, the humanitarian news and analysis service of the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. The opinions expressed do not necessarily reflect those of the United Nations or its Member States. The boundaries, names and designations used on maps on this site and links to external sites do not imply official endorsement or acceptance by the UN. Republication is subject to terms and conditions as set out in the [IRIN copyright page](#).